

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHÉ, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Accord partenarial entre la Ville de Montpellier, l'APAGL et Cil Méditerranée, CILEO et Astria, pour la mise en œuvre du dispositif de Garantie des Risques Locatifs (GRL) et le logement des jeunes

Hélène QVISTGAARD rapporte :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier développe des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins et organise régulièrement des actions de communication et d'information à destination notamment des propriétaires.

Dans cet optique, la Ville a lancé en 2008 la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui est un dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs. Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier a aussi déployé différentes actions en faveur du logement des jeunes dont l'appui au développement de structures collectives de type Foyers de Jeunes Travailleurs ou logements étudiants CROUS.

Montpellier soutient également des solutions de logements alternatives, comme le logement intergénérationnel à travers l'association Concorde Logis.

En complémentarité, la Ville de Montpellier a engagé, par convention en septembre 2012, un partenariat avec des acteurs locaux d'Action Logement (1% logement) : les CIL MEDITERRANEE, CIL-GROUPE CILEO et ASTRIA.

L'objectif de cette convention est de développer des actions partagées et de promotion de dispositifs en faveur du logement des jeunes, en particulier l'aide MOBILI-JEUNES®.

Dans ce cadre, il a été proposé par la Ville de Montpellier de mettre en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la Garantie des Risques Locatifs (GRL), permettant en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé.

En effet, la Garantie des Risques Locatifs (GRL), mise en place par Action Logement (1% logement) et l'Etat, permet de couvrir les impayés de loyers, la remise en état du logement en cas de détériorations et la prise en charge des frais en cas de contentieux.

Elle vise ainsi à rassurer les bailleurs et ce faisant les inciter à louer leurs biens immobiliers à des ménages qui ne présentent pas toutes les garanties de solvabilité ou de caution.

La GRL prévoit aussi un traitement social adapté des impayés pour les ménages locataires visant à lutter contre les expulsions locatives en faveur d'un maintien dans le logement.

L'Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives (APAGL), association loi 1901, garantit la finalité sociale du dispositif et en assure la coordination globale à l'échelle nationale.

L'action spécifique impulsée par la Ville de Montpellier fait donc l'objet d'une proposition d'accord partenarial avec l'Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives (APAGL) et trois acteurs locaux d'Action Logement : CIL MEDITERRANEE, CIL-GROUPE CILEO et ASTRIA.

Celle-ci se décline selon les modalités suivantes :

- Un accord partenarial signé pour une durée de trois ans par lequel la Ville de Montpellier prend en charge le coût de la prime d'assurance GRL auprès de propriétaires privés (la première année de location) qui s'engagent en contrepartie à louer à des jeunes actifs de moins de trente ans.
- Un objectif de mobilisation de 50 logements par an dans le parc privé sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Afin de mettre en œuvre cette action, il est proposé un accord partenarial entre la Ville de Montpellier, l'APAGL et trois CIL locaux référents : Cil Méditerranée, Groupe CILEO et ASTRIA.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver l'accord partenarial annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 décembre 2012